

## COMPTE RENDU DÉBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ÉCOLE

**Invitée : Mme Dallemagne, psychanalyste, Thorigny, 77**

**Rapporteurs : M.Damas, professeur de lettres modernes, Lycée G.Bachelard, Chelles, 77  
et M.Bonnevialle, Membre du Conseil économique et social, Conseil Régional d'Ile-de-France.**

*Sujet : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?*

L'introduction de Mme Dallemagne a d'abord mis l'accent sur le fait que **la question lui semble mal posée** : le moteur de la motivation, du désir serait du côté des adultes, et non des élèves ; il y aurait donc un risque, celui d'inverser la perspective et de constituer les enfants et les adolescents en tant qu'objets de la motivation. Et de rappeler des notions freudiennes comme **la pulsion épistémophilique** (le désir d'apprendre) qui consiste dans le cadre de l'école à apprendre, à atteindre *via* le savoir l'objet inatteignable et perdu du désir, celui auquel l'individu a dû renoncer en dépassant le stade de la sexualité infantile.

Le professeur a pour rôle de transmettre le savoir, et grâce au transfert, à s'investir humainement et intellectuellement en vue de l'élève ; mais l'enfant va se retrouver dans une situation d'autant plus difficile et asymétrique (d'un côté, le professeur, de l'autre l'élève) qu'aujourd'hui, **le savoir est dévalorisé, et le maître contesté.**

De nouvelles pratiques pédagogiques ont vu le jour : l'enfant doit être protégé, ne doit plus être sanctionné, doit apprendre en jouant...Autant de programmes que Mme Dallemagne critique vivement : la discipline, la grammaire, la sanction...sont autant de **stratégies utiles qui permettent à l'enfant d'être encadré, protégé et formé.**

### I) Une première priorité : faire comprendre aux élèves que les bénéfices du savoir et de la culture enseignés sont différés.

Le débat s'est ouvert ; y ont participé essentiellement des enseignants du lycée Bachelard (histoire-géographie, mathématiques, anglais, SVT, STI, EPS, lettres...) : on peut par là même regretter la présence plus que réduite de parents d'élèves (quatre) et l'absence d'élèves ou d'étudiants. Par ailleurs, l'une des mères présentes est éducatrice, ce qui a réduit le « débat » à un échange d'idées et de remarques de personnes appartenant au sérail.

Nombre d'enseignants présents insistent sur le fait que les élèves ont intégré les nouvelles pédagogies instaurant l'acquisition du savoir comme un jeu. Et même si nombre de professeurs résistent à cette conception de la transmission, les *media* donnent constamment l'image de la facilité avec laquelle on pourrait apprendre, gagner sa vie et progresser dans la société. Un professeur de lettres a même ajouté que le professeur apparaissait de nos jours comme **un individu archaïque, décalé, quasiment extra-terrestre qui exige de l'attention et du travail.** Les élèves, perdus entre le désir de consommer et la nécessité d'apprendre, sont voués à la sous-culture et à la démagogie qui est censé (*dixit* le discours dominant) les protéger : n'est-ce pas le contraire ? Et il regrette aussi **le vide psychanalytique de l'école** : certains élèves relèvent de façon évidente d'un suivi psychothérapeutique, mais comment le faire comprendre aux élèves, aux parents, à l'institution ?

Un collègue d'EPS se montre plus rassurant : l'exemple du Lycée Bachelard prouve que **certains élèves peuvent être très motivés**, et que tout l'art de l'enseignant réside finalement dans la difficulté mais la nécessité de faire comprendre aux élèves que **la culture scolaire est en décalage avec les media et l'impression de réussite facile qu'ils véhiculent**, mais que cet écart a un enjeu : **le plaisir scolaire est un plaisir différé** avec des bénéfices à long terme. Et une collègue d'histoire de renchérir en affirmant que les élèves, souvent démotivés, s'intéressent tout de même à l'actualité politique et sociale et à l'éclairage que l'Histoire peut apporter. **Le rôle de l'enseignant ne sera donc pas forcément de changer le monde mais d'apprendre les élèves à se situer dans le monde.**

La maman éducatrice insiste sur **le manque fondamental de repères chez des jeunes qui demandent plus de règles et d'encadrement.** Sous couvert de protection de l'enfant, on le frustre, on abandonne les rênes. La situation lui semble particulièrement catastrophique au collège.

## **II) Deuxième priorité : il faut s'interroger sur les programmes et les modalités d'orientation pour redonner goût à l'école.**

M. Bonneville relance le débat en montrant que **l'expérience de l'école et la vie hors-lycée sont actuellement en inadéquation**. A l'école, la discipline et les matières enseignées sont des valeurs et des repères de plus en plus refusés dans la vie quotidienne. Une réponse serait à apporter : certes, ça ne vous intéresse pas aujourd'hui, mais il y aura un profit à long terme, ça développe votre culture générale.

Un professeur d'anglais s'inquiète de la situation en France mais il pense que le modèle donné **aux Etats-Unis avec le choix des matières** éloigne certes le seul problème de la motivation, mais crée d'autres problèmes comme l'inégalité des enseignements qui sont transmis suivant les *desiderata* et l'argent des parents.

**La question de l'allègement des programmes** s'est également posée. Cet aspect a été développé à la suite d'une intervention d'un professeur de STI qui constate la difficulté criante des élèves à déchiffrer des documents, à comprendre des consignes pourtant simples.

Finalement, le débat révèle que le problème est surtout dans ce **cercle vicieux du manque de motivation qui s'associe au manque de compréhension** ; le travail à la maison est réduit à la portion congrue, ce qui ne fait qu'aggraver les lacunes, le manque de motivation, et ainsi de suite.

**L'orientation** n'est pas à son meilleur niveau en France aujourd'hui. La maman éducatrice et un père d'élève regrettent certaines modalités d'orientation qui contrarient les goûts et les motivations des élèves ; plus qu'éloquent est le cas de cette jeune fille passionnée de coiffure qui a voulu s'orienter vers la filière de son choix dès l'âge de 14 ans, et à qui on a fait comprendre qu'elle pouvait et devait continuer dans la voie générale afin d'envisager autre chose.

**Se pose alors le problème du collège unique : répond-il aux motivations de chacun ?** La question divise : même si certains mettent l'accent sur les avantages d'un collège qui a pour but de faire accéder tous les élèves à un même niveau de savoir et de culture, ce système bride les possibilités d'orientation pré-professionnelle. *A contrario*, trop de possibilités de pré-professionnalisation ne risquent-elles pas de laisser glisser des élèves socialement défavorisés et culturellement démunis vers des filières dans lesquelles ils n'ont pas de vrai projet ?

**Le redoublement, quant à lui, reste un sujet polémique** : maintenu très fortement dans certaines académies comme en Bretagne où de nombreux collèges n'acceptent pas le passage en seconde avec moins de 10 en moyenne générale de 3<sup>ème</sup>, il a été quasiment abandonné dans l'académie de Créteil. Une collègue y voit même **un moyen d'acheter la paix sociale**, une façon de compenser les frustrations d'une société au bord de l'explosion.

## **III) Troisième priorité : les autres moyens qui nous sont proposés aujourd'hui sont-ils aptes à relancer la motivation ?**

Et si la motivation passait par **d'autres méthodes, d'autres supports** comme l'utilisation d'un ordinateur portable et de nouvelles formes de cours fondées sur l'*e-learning* ? Certains collègues pensent que ça ne fonctionnera qu'un temps ; on pourrait imaginer un établissement *high-tech*, le problème de la motivation resterait entier.

Un professeur de mathématiques pense que **tout est affaire de représentation** : la survalorisation des mathématiques actuellement ne reposerait que sur l'ignorance de leurs réelles applications. On peut être quelqu'un de cultivé, de socialement important aujourd'hui en ayant une culture mathématique quasiment nulle. Et pourtant, cette discipline règne à l'école, surtout au lycée, et dans les représentations que s'en fait la majorité, en particulier au moment de l'orientation des élèves.

**Le débat s'est achevé sur le constat que l'enseignant défini par de nombreux citoyens comme la pierre angulaire du système social n'en peut plus** : chargé de missions de plus en plus nombreuses, chargé de pallier les insuffisances et les carences de toute une société...Le nombre de casquettes est trop élevé. Il ne saurait tout endosser, y compris pour la seule question de la motivation des élèves. Les moyens humains et financiers sont essentiels dans l'Education Nationale : certes, ils sont déjà énormes mais le monde actuel en demande plus à l'Ecole, aux formateurs et aux futurs citoyens.

**Construire l'Ecole de demain sans argent et sans réponse aux questions que les enseignants et les autres personnels de l'Education Nationale ont posées lors du mouvement du printemps 2003 semble bien chimérique.**

## SUJET 14

Animateur : **M. BAYET**, adjoint de la mairie de Chelles, chargé des affaires scolaires.

*Est-il préférable d'intégrer les élèves en classe ou de les accueillir dans des structures spécialisées ? Jusqu'où doit-on prendre en compte la volonté des familles de faire suivre à leur enfant handicapé un cursus scolaire « normal » ?*

Il paraît difficile de proposer une solution unique : les situations sont très différentes en fonction des handicaps et des enfants eux-même.

L'intégration demande de lourds moyens : qui va payer ?

L'aménagement technique n'est pas un vrai problème. L'intégration des élèves handicapés au sein des classes demande l'embauche de personnel spécialisé qualifié, d'emploi du temps adapté.

Il y a un manque de structures spécialisées et donc un manque de place. Les quelques classes d'intégration existantes dans les écoles primaires semblent être un outil approprié. Elles permettent une scolarisation et une intégration des enfants jusqu'au CM2. Que leur propose-t-on après ? Les cours par correspondance ou par le biais des nouvelles technologies font l'impasse sur la relation pédagogique.

Aujourd'hui l'existence de ces structures spécialisées est inégale sur le territoire français, car elle dépend de la richesse des collectivités. La construction de ces structures dépend des communes, mais la mise en place de personnel dépend de l'Etat...

La scolarisation permet l'intégration, si les élèves handicapés partagent ma scolarité des autres élèves de l'établissement. Il faut alors aménager le temps scolaire et pouvoir limiter les déplacements. Une structure spécialisée dans les établissements du second cycle ne permet que la scolarisation et non l'intégration.

Pour certains handicaps et maladies, la scolarisation en structure scolaire semble un leurre. Il faut pouvoir proposer aux familles des structures d'accueil adaptées. Que veut-on faire de l'intégration ?

Propositions :

Mettre en place un recensement de la population handicapée non scolarisée dans les établissements.

L'Etat devrait prendre le relais pour la prise en charge de l'intégration des élèves, permettre une meilleure répartition des structures et des moyens. Ainsi on pourra lier création de locaux et obligation de postes.

Définir un établissement par niveau à l'intérieur de chaque carte scolaire à équiper pour permettre une scolarisation, en privilégiant des établissements de petite taille pour permettre l'intégration sur le temps hors scolaire.

Mise en place de tutorat vis-à-vis des élèves handicapés.

Imposer aux collectivités un pourcentage d'élèves handicapés à intégrer.  
Recruter et former un personnel spécialisé.

### **SUJET 18**

Animateur : **M. BAYET**, adjoint de la mairie de Chelles, chargé des affaires scolaires.

*Quelles missions l'Etat doit-il absolument conserver ?*

*Quelle décentralisation au service de l'école ?*

Importance de la nationalisation des diplômes et d'un recrutement national des enseignants.

Il existe déjà une disparité selon l'établissement de provenance. Le baccalauréat n'est plus un diplôme qui permet une accession sur le marché du travail, et pour l'accès aux écoles le dossier scolaire est important : peut-être pourrait-on développer le contrôle continu pour pondérer l'importance de l'examen final.

Décentraliser certaines catégories de personnel aux collectivités locales pose le problème des transferts financiers. L'expérience montre qu'ils s'amenuisent à moyen terme, ce qui créera une situation inégalitaire des services en fonction de la richesse des collectivités.

Certaines collectivités doutent de leur capacité d'intégration de ces personnels.

La décentralisation a amené une relation de proximité qui permet de mieux voir les soucis locaux et leur résolution.

#### Propositions

Créer des structures locales d'émanation nationale pour gérer de façon égalitaire tout en permettant une approche locale.

Adapter les possibilités d'actions des collectivités aux responsabilités déléguées, pour éviter les écarts entre les effets d'annonce et le suivi financier effectif.